

La polycrise au Sahel : observations, perspectives et actions

Adib Bencherif, Philippe Frowd, Gabrielle Goyet, Nadège Compaoré, Cédric Jourde & Bruno Charbonneau

To cite this article: Adib Bencherif, Philippe Frowd, Gabrielle Goyet, Nadège Compaoré, Cédric Jourde & Bruno Charbonneau (25 Apr 2025): La polycrise au Sahel : observations, perspectives et actions, Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines, DOI: [10.1080/00083968.2025.2473330](https://doi.org/10.1080/00083968.2025.2473330)

To link to this article: <https://doi.org/10.1080/00083968.2025.2473330>



Published online: 25 Apr 2025.



Submit your article to this journal [↗](#)



View related articles [↗](#)



View Crossmark data [↗](#)

COMMENTARY



La polycrise au Sahel : observations, perspectives et actions

Adib Bencherif^a, Philippe Frowd^b, Gabrielle Goyet^a, Nadège Compaoré^c,
Cédric Jourde^b and Bruno Charbonneau^d

^aÉcole de politique appliquée, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Quebec, Canada; ^bÉcole d'études politiques, Université d'Ottawa, Ottawa, Ontario, Canada; ^cDepartment of Political Science, University of Toronto Mississauga, Toronto; ^dHumanities and Social Sciences Department, Collège militaire Saint-Jean, Saint-Jean-sur-Richelieu, Quebec, Canada

RÉSUMÉ

La crise sécuritaire au Sahel aurait débuté à partir de 2012. Depuis, la région ne semble connaître qu'une succession de crises, notamment au Burkina Faso, au Mali et au Niger. De nombreux universitaires et observateurs adhèrent de plus en plus à l'idée qu'il y aurait un enchevêtrement de crises au Sahel. Cette idée entre en écho avec le concept de polycrise. Cet écrit collectif propose de discuter l'utilité de la notion de polycrise pour cerner la réalité actuelle au Sahel. Peut-on parler d'une polycrise au Sahel ? Quels en sont les déterminants, les facteurs et les effets de cette polycrise ? Comment nos discours et interventions dans la région participent-ils à cet état polycrisique de la région ? Ce commentaire collectif a pour objectif de débattre et réfléchir à cette notion de polycrise pour qualifier, expliquer et penser autrement la situation régionale au Sahel.

ABSTRACT

The security crisis in the Sahel is said to have begun in 2012. Since then, the region seems to have experienced a succession of crises, particularly in Burkina Faso, Mali and Niger. Many academics and observers are increasingly embracing the idea that there is a tangled web of crises in the Sahel. This idea echoes the concept of polycrisis. This joint paper proposes to discuss the usefulness of the notion of polycrisis to identify the current situation in the Sahel. Can one speak of a polycrisis in the Sahel? What are the determinants, factors and effects of this polycrisis? How do our discourses and interventions in the Sahel contribute to this polycritical state in that region? The aim of this collective commentary is to debate and reflect on the notion of polycrisis as a way of qualifying, explaining and rethinking the regional situation in the Sahel.

ARTICLE HISTORY

Received 15 September 2024
Accepted 13 February 2025

MOTS-CLÉS

polycrise; Sahel; crises;
discours; interventions

KEYWORDS

polycrisis; Sahel; crises;
discourse; interventions

Introduction : Penser la polycrise au Sahel (Adib Bencherif)

La crise politico-sécuritaire que traverse présentement le Sahel aurait été amorcée à la suite de la chute du régime de Kadhafi et au début de la rébellion touarègue au Mali en 2012. C'est tout du moins la temporalité la plus évoquée par les experts pour borner le début de la crise dans la région. Depuis, le Sahel n'est décrit qu'à travers le vocable de

crises. À la crise sécuritaire initiale s'ajoute une crise sociétale, avec des conflits violents entre les communautés nomades et les communautés sédentaires alimentés par l'enjeu du partage des ressources agropastorales (Grémont 2019; Jourde, Brossier, et Cissé 2019) et une crise institutionnelle avec les récents coups d'État au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Tchad, bien que ce dernier ait été plus voilé et accepté par la communauté internationale, et plus particulièrement par la France. Les intervenants extérieurs et institutions internationales se penchent de plus en plus sur d'autres logiques de crises, en se focalisant sur la prévention de la radicalisation et sur l'impact des changements climatiques. Alors que les universitaires africanistes ont l'habitude de remettre en question ce langage de crise et de le déconstruire (Bonnecase et Brachet 2013), l'utilisation du mot "crise" tend à se banaliser lorsque l'on aborde la région. Olivier de Sardan – qui est l'un des universitaires les plus critiques quant à l'emploi d'un langage technocratique par les experts n'ayant pas une connaissance contextuelle de la région – considère à présent l'idée d'un enchevêtrement de crises au Sahel (Olivier de Sardan 2023). Pour lui, les crises suivantes sont à présent intriquées dans les pays du Sahel central (Mali, Niger et Burkina Faso) : la crise agropastorale, la crise de l'emploi, la crise des élites politiques, la crise des services publics, la crise de l'islam, la crise de l'occidentalo-centrisme, la crise sécuritaire et la crise des armées nationales (Olivier de Sardan 2023, 11–39). Une crise est généralement celle d'un système ; or au Sahel, plusieurs systèmes paraissent en crise. Nous invitons donc à préciser le propos d'Olivier de Sardan et à mobiliser le concept de polycrise qui émane des travaux d'Edgar Morin (Morin et Kern, 1993). Cette notion est de plus en plus mobilisée depuis 2022 par les institutions internationales et les experts pour décrire une réalité internationale devenue incontrôlée et incontrôlable (Godin 2023; Tooze 2022). La polycrise est généralement appréhendée comme un ensemble complexe de systèmes en crises interconnectées et dont les impacts s'interpénètrent et s'amplifient (Lawrence et al. 2024).

En ce sens, Bencherif (2024) suggère d'ailleurs l'amorce d'une polycrise au Sahel. Le Sahel serait-il à présent dans un état polycrisique ? Cette polycrise serait-elle le résultat de multiples effets de crises ayant aggravé la situation régionale au cours des dernières années ? Comment appréhender sa ou ses spatialités et temporalités ? Comment circonscrire et définir les crises subsumées dans la notion de polycrise ? La situation actuelle au Sahel serait-elle aussi le fruit des interventions extérieures par leurs discours, les programmes mis en œuvre et leurs actions sur le terrain ? Est-elle, aussi, une réalité performative où les énoncés pessimistes des experts et des observateurs internationaux et locaux contribuent à rigidifier et conditionner le réel ?

Cet article est le résultat d'une table ronde, "Polycrise au Sahel : Une nouvelle réalité (performative) ?", que j'ai organisée lors de la conférence annuelle de l'Association canadienne d'études africaines, le 12 juin 2024. Les auteur-e-s de cet article étaient toutes et tous participant-e-s lors de cette table ronde et les contributions, dans cet article, constituent une version raffinée de leurs présentations.

Cet article ne constitue pas une réflexion collective structurée, mais davantage des pistes qui se croisent partiellement, tout en conservant leurs propres focales. Le présent article propose ainsi de croiser les regards de plusieurs universitaires et observateurs de la région pour débattre de cette notion et des dimensions et enjeux sous-jacents. Tour à tour, ils énoncent leurs préoccupations et réfléchissent aux responsabilités des différents acteurs, en contextualisant les défis vécus par la région. Frowd présente succinctement les

différentes crises connues au Sahel, en liant ces enjeux aux effets du discours. Goyet insiste, plus spécifiquement, sur les effets du contexte sahélien sur les populations féminines et laisse entrapercevoir tous les défis associés à une posture féministe dans l'intervention internationale. Compaoré, en revenant sur les défis récents de la crise informationnelle au Sahel central, souligne l'invisibilisation des effets des crises et le miroir déformant provoqué, entre autres, par l'instrumentalisation de la communication par les acteurs politiques au sein des arènes nationales. Jourde apporte un regard réflexif sur la notion. Il invite à prendre conscience des défis associés à l'étude de la polycrise comme objet en sciences sociales. Il souligne trois défis liés aux considérations de configurations, de temporalités et de spatialités. Charbonneau, quant à lui, invite à lier la notion de polycrise au contexte historique de l'Anthropocène et considère qu'il faut prendre du recul et ne pas se limiter à observer le contexte actuel au Sahel. Il considère que les défis actuels au Sahel sont aussi les résultats du temps long et d'enjeux globaux liés aux activités humaines sur notre planète et rejoint, ainsi, les propos tenus par Morin et Kern (1993). Enfin, le coordonnateur de ce commentaire collectif, Bencherif, revient sur quelques éléments évoqués par ses co-auteur-e-s, en liant certains de leurs propos, et invite au développement d'un programme de recherche sur la polycrise au Sahel, non seulement pour analyser les effets, mais aussi pour repenser l'agir dans ce contexte.

De l'utilité du discours de crise au Sahel (Philippe Frowd)

Le Sahel, en tant que zone géographique, culturelle, hydrologique, politique, et sécuritaire, est aujourd'hui un espace où s'enchevêtrent plusieurs crises. Les populations sahéliennes éprouvent des chocs liés aux changements climatiques (pluies diluviennes, évolution des routes de transhumance), mais aussi les effets de la dégradation de la situation sécuritaire (massacres, fermetures d'écoles, déplacement de masses). Ces crises sont matériellement réelles et urgentes. Elles le sont aussi au niveau des discours et des perceptions que l'on retrouve tant chez les acteurs sahéliens qu'internationaux. Les discours de crise au Sahel sont des représentations de sécurité et d'insécurité, c'est-à-dire de la définition des menaces et la gestion du risque et de l'incertitude. Vu les effets corrosifs de la pensée sécuritaire sur le champ politique et la société, quels sont les effets de ces représentations sur la relation entre politique et société au Sahel ? Comment affecte-t-elle la distribution de pouvoir et de ressources ? Pour répondre à ces questions, nous nous concentrerons sur quatre domaines dans lesquels le discours de crise a des effets productifs au Sahel.

Premièrement, le discours de crise alimente l'interventionnisme continu au Sahel, et ce malgré le rejet de la présence occidentale dans certains pays (notamment ceux de l'Alliance des États du Sahel, ou AES). Si une présence militaire russe a remplacé les bases américaines et françaises, celle-ci reflète aussi la continuité en ce qui concerne la primauté de l'approche contre-insurrectionnelle (voir Charbonneau 2021) face aux rebelles et djihadistes. La formation de l'AES est elle-même la consolidation d'une coopération militaire entre les pays du Liptako-Gourma, ancien "fuseau centre" du défunt G5 Sahel (Dieng, Mfondi, et Frowd 2023).

Deuxièmement, les multiples crises du Sahel permettent à divers acteurs (ONG, officiers, etc.) de se positionner, en invoquant l'insécurité, pour capter des rentes de sécurité et de développement (voir Bencherif and Ricard 2024). De nouvelles relations fiscales entre État et société émergent aussi grâce au discours de crise et de situation

d'exception, telles que les collectes de fonds pour les forces armées ou le prélèvement de nouvelles taxes pour financer les supplétifs armés au Burkina Faso.

Troisièmement, le discours de "crise migratoire" au Sahel détient un quasi-monopole idéologique sur la façon d'appréhender la mobilité dans cette région. D'un côté, le Niger et le Sénégal sont sollicités par une Europe soucieuse d'externaliser ses frontières à moindre coût (Raineri 2018; Stambøl 2019; Van Dessel 2021). Malgré des intérêts divergents, ces acteurs s'entendent sur l'urgence et la nécessité de mesures exceptionnelles. De l'autre, les communautés qui vivent de ces flux – comme les transporteurs du nord du Niger – invoquent la crise économique qu'ils vivent dû aux restrictions sécuritaires. Les rapports de force sur ce thème s'articulent différemment, mais dans une logique commune de crise, entravant une réflexion politique sur la liberté de circuler.

Quatrièmement, les limites de l'espace politique et civique se referment dans le contexte de crise. Les coups d'État militaires au Mali, au Niger, et au Burkina Faso ont entériné une vision plutôt liberticide de la lutte antiterroriste. Force est de rappeler, aussi, le soutien donné au fil des années par les partenaires occidentaux qui a passé sous silence voire dédouané la répression politique par les anciens régimes élus.

La représentation du Sahel en tant que zone de crise ou de "polycrise" est fidèle au vécu de ses populations, mais elle est aussi une forme de représentation symbolique qui structure le réel, autour de laquelle se fait un positionnement politique et sécuritaire. Nous devons donc rester attentifs aux façons dont l'urgence et l'exception sont mobilisées dans un contexte de contre-insurrection permanente.

Une perspective féministe de l'intervention : limites et défis dans la polycrise sahélienne (Gabrielle Goyet)

Depuis 2012, le narratif de crise au Sahel est intimement lié à un vaste phénomène de sécuritisation dans la région, qui a permis – et qui continue – de légitimer les actions d'acteurs internationaux et locaux (Bencherif and Ricard 2024; Frowd and Sandor 2018). Cette rhétorique d'urgence a d'abord justifié l'intervention étrangère sur le plan militaire (Galy 2013), puis a contribué à un certain soutien populaire des régimes putschistes dans la région (Boisvert 2022). Fondamentalement, la montée de ces régimes "d'hommes forts" renforce les structures patriarcales en place et accentue les inégalités entre les genres (Abiral 2016; Mills 2000) même si, en surface, les juntes semblent accorder une importance accrue aux femmes dans les sphères politiques (Tripp 2024). Au Mali et au Niger, par exemple, la proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux est passée respectivement de 10 à 29% et de 17 à 26% entre 2019 et 2022 (Banque mondiale 2024). Mais dans les faits, les régimes militaires tendent à instrumentaliser la participation politique des femmes pour se maintenir au pouvoir, accroître leur légitimité à l'international et adoucir leur réputation "illibérale" auprès des donateurs et investisseurs étrangers (Donno, Fox, and Kaasik 2022).

Outre l'ascension des régimes militaires, les interventions internationales ont également contribué à cimenter le contexte actuel de crises au Sahel par l'aide publique au développement (APD), qui accentue les liens de dépendance entre les pays donateurs et bénéficiaires (Moyo 2009; Sogge 2002). En contexte de crise, certains donateurs choisissent de diminuer, voire interrompre l'APD destinée aux pays instables, ce qui

entraîne des répercussions majeures pour les personnes les plus vulnérables, dont les femmes (Élise Ba 2024). Celles-ci subissent déjà les effets des crises de façon disproportionnée en raison de leur genre (Kabeer 2015), effets susceptibles d'être amplifiés en raison de la dépendance à l'APD dans la région.

Les conflits armés augmentent la vulnérabilité des femmes, dans un contexte où les violences basées sur le genre (VBG) sont omniprésentes (Ndiaye 2021). L'insécurité complexifie l'accès aux soins de santé, ce qui affecte particulièrement les victimes de VBG et les femmes enceintes (Ouedraogo et al. 2024). Les vastes mouvements migratoires à l'échelle régionale, au sein desquels les femmes et les enfants sont surreprésentés (UNHCR 2024), exercent également une pression accrue sur les services. À cela s'ajoutent les multiples effets de la crise climatique : les catastrophes naturelles récurrentes impactent l'agriculture, secteur économique où les femmes sont particulièrement impliquées (McOmber 2020), ce qui amplifie la crise agraire et l'insécurité alimentaire (Magrin et Raimond 2024) et engendre de nouveaux flux migratoires (Morello et Rizk 2022).

Il est indéniable que le Sahel est une région marquée par une multitude de crises, d'où l'intérêt de la notion de polycrise. Cet enchevêtrement de crises a nécessairement des impacts différenciés sur les femmes, souvent invisibilisées ou écartées des processus d'élaboration de solutions (Balthazard-Accou et al. 2023). Pourtant, leur implication est incontournable pour une gestion durable et efficace des crises : elles ont indéniablement les capacités de changer les choses.

Le prisme informationnel dans la polycrise (Nadège Compaoré)

Repenser la crise au Sahel se confronte à une profonde crise informationnelle et communicationnelle. Comment en effet, appréhender le concept de polycrise dans la région, ce qui demanderait une évaluation des enchevêtrements complexes liants dimensions politique, économique, sociale, et environnementale, dans un contexte informationnel devenu particulièrement restreint ? Il est révélateur d'entendre le ministre burkinabè de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme mettre en garde ses collègues journalistes contre ce qu'il considère être de la "surcommunication" (Radiodiffusion Télévision du Burkina 2023). Cette mise en garde venait répondre à un constat d'importants changements survenus dans la communication gouvernementale du régime actuel, au cours d'une entrevue accordée par le ministre dans l'émission hebdomadaire *Sur la Brèche*, du 27 août 2023. Un des changements notables était le fait que la presse ne soit plus conviée aux Conseils des ministres. Selon le ministre, le gouvernement est "dans un contexte où on a besoin de rester maître de la communication gouvernementale. Surtout d'avoir une communication qui apaise, une communication sobre, et surtout d'éviter la surcommunication" (Radiodiffusion Télévision du Burkina 2023).

Au-delà du Burkina Faso, et même du Sahel, ce désir d'une limite communicationnelle dans la gestion de l'information reste souvent manifeste en Afrique, comme le montre un rapport basé sur des données recueillies dans 34 pays africains, motivé par la perception d'une baisse dans le soutien populaire à l'espace civique. Publiés par *Afrobarometer* en 2022, les auteurs du rapport analysent les conditions dans lesquelles le soutien populaire à la liberté d'expression et à la liberté d'action des médias baisse ou augmente

(Conroy-Krutz 2022). Il faut noter que cette étude évoque non seulement l'attitude de l'État, mais surtout celle des citoyens qui soutiendraient la restriction de l'espace civique. Dans le contexte sahélien récent, les dernières années ont connu une multiplication de menaces et intimidations contre plusieurs journalistes, surtout ceux qui enquêtent sur des questions sensibles liées à l'insécurité dans la région (Bencherif and Carignan 2023). Cette situation est de plus en plus dénoncée par les médias nationaux comme internationaux, qui y voient un rétrécissement de l'espace civique. Selon un appel lancé le 3 mai 2023 par trente médias africains et internationaux en faveur de la liberté de la presse au Mali et au Burkina Faso, inclus *Jeune Afrique*, *Joliba TV* du Mali, *L'Observateur Paalga* du Burkina ou encore *France 24* et *RFI*, "l'accès à l'information est un droit fondamental des peuples" (Jeune Afrique 2023).

Vu cette tension informationnelle, comment peut-on évoquer une polycrise au Sahel quand l'espace informationnel et donc la possibilité de débat sont si restreints ? À enchevêtrement de crises, enchevêtrement de discours. Il s'agit là d'une bataille discursive, où acteurs étatiques, médiatiques, sans oublier les activistes et les citoyens, au niveau national et international, sont au centre de deux dynamiques de contrôle d'agenda. Ce n'est pas une coïncidence que cette bataille informationnelle soit également intensifiée dans un contexte de malaise postcolonial qui revêt un fort sentiment anticolonial. Nous faisons donc face à des crises rendues invisibles en limitant l'espace civique d'une part, et à d'autres crises rendues visibles à travers la résistance à cette limitation. Ces deux dynamiques s'opposent et, dans cette lancée, elles obscurcissent le champ analytique en continuant de masquer l'enchevêtrement de crises auquel fait face le Sahel ; cet enchevêtrement ou, disons-le, cette "polycrise" même, qui demande un espace informationnel ouvert, critique et sécurisé pour être mieux appréhendée.

Les (poly)crises et leurs temporalités/spatialités (Cédric Jourde)

La portée heuristique du concept de polycrise est réelle. Mais sa manipulation requiert que l'on prenne en compte certains défis. Trois sont ici soulignés.

Premièrement, la polycrise renvoie à un "enchevêtrement de crises au Sahel" (Bencherif ci-dessus). Le défi ? Identifier et distinguer chacune des "crises" individuelles qui, mises ensemble forment la "polycrise", et mieux comprendre comment chacune d'elles s'articule aux autres. Ceci suppose aussi qu'il faille déterminer ce qui n'est pas une crise. Un coup d'État constitue-t-il une "crise", dans un/des pays où il est le mode normal de succession au sommet de l'État ? En 65 ans, les coups (et parfois les soulèvements) sont la règle absolue (Tchad et Burkina), à une exception (la Mauritanie en 2019) ou deux exceptions (Niger 1987 et 2020; Mali 1992 et 2002) près. Comme le souligne Charbonneau (cf. ce numéro) une crise "permanente" est-elle une "crise" ? Ceci nous amène à la temporalité.

Deuxièmement, comment déterminer la temporalité de *chacune* de ces crises, et ensuite celle de la "polycrise" elle-même ? Bencherif (ci-dessus) rappelle que de nombreux analystes font débiter la polycrise au Sahel en 2012. Mais ne faut-il pas plutôt reculer de dix ans ? Tout y était déjà présent : groupes armés transnationaux, coups d'État (réussis et ratés), protagonistes armés étrangers (africains et occidentaux), cataclysmes climatiques, etc., tous imbriqués les uns aux autres. En 2003, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) prend des touristes européens en otage ; l'essentiel du GSPC est algérien, mais compte de nombreux Mauritaniens ; il kidnappe les touristes au Mali, se

déplace au Niger et libère les touristes au Tchad (Gutelius 2007). Au même moment, le président mauritanien échappe à une tentative de coup d'État, accuse les "Islamistes" du GSPC et dénonce la complicité des régimes burkinabè et libyen, tous deux bien aguerris aux crises régionales mortifères (Libéria et Sierra Leone, depuis 1989) (Ellis 1999). Dans le sillon de ces événements, l'attaque du GSPC en 2005 contre une base militaire mauritanienne fait des dizaines de morts et constitue l'une des causes du coup d'État qui renverse le président mauritanien quelques semaines plus tard. Les responsables du coup d'État ? Ils sont issus du Bataillon pour la sécurité présidentielle (BASEP), lequel venait tout juste de bénéficier de l'appui de la *Pan-Sahel Initiative* (PSI) américaine, déployée en Mauritanie, au Mali, au Niger et au Tchad, et qui fera place à la plus vaste et ambitieuse *Trans-Saharan Counterterrorism Initiative* (TSCTI), à laquelle se joignent, en plus des pays déjà nommés, l'Algérie, le Maroc, le Sénégal et le Nigéria (Jourde 2007a et Jourde 2007b). Passés par les mêmes *Initiatives* internationales, les officiers tchadiens, au même moment (2005–2006), gèrent la "crise" liée aux 200,000 réfugiés soudanais sur leur territoire, de même que la "Bataille de N'Djamena" contre des rebelles, gagnée en partie grâce au dispositif français "Épervier", alors que le Mali connaît une énième "crise" touarègue (Bencherif 2019). Si ce n'est 2012, alors le début des années 2000 ? Mais ces "crises" ne sont-elles pas que la suite logique des premiers coups d'États sahéliens quasi synchrones (Niger en 1974; Tchad en 1975; Mauritanie en 1978; Burkina Faso en 1980), lesquels doivent être analysés en partie (de façon prudente, cf. Benjaminsen and Svarstad 2021) à l'aune de la "crise de l'anthropocène" (Charbonneau dans ce numéro), qui dévaste déjà le Sahel à la fin des années 1960 (Carré et al. 2019, 1949). En 1978, Hervouët écrivait déjà qu'au Sahel "la crise climatique n'a fait que révéler les lézardes, les faiblesses et les contradictions de sociétés en crise" (1978, 78). Quels sont les contours temporels d'une polycrise ?

Et enfin, troisièmement, le défi de la spatialité. Prenons ce que j'appelle (en sursimplifiant un peu) le "tropisme du Liptako-Gourma", qui consiste à réduire spatialement l'analyse de "la" polycrise au Sahel aux crises malienne–nigérienne–burkinabè. Une spatialité beaucoup plus vaste est pourtant toute aussi nécessaire. Pour la petite histoire, le Liptako tire son nom de l'un des nombreux émirats peuls fondés aux 18^e et 19^e siècles, petit maillon d'un vaste mouvement spatial qui connectait les rives de l'Atlantique (Émirats du Fuuta Jallon et du Fuuta Tooro) jusqu'aux confins du Cameroun actuel (Émirat de l'Adamawa), en passant par le Califat de Sokoto (Schmitz 2022). L'étude de la polycrise du Sahel requiert une réflexion sur sa spatialité et sur les façons d'appréhender le jeu d'échelles (Retaillé 2018).

La polycrise de l'Anthropocène au Sahel (Bruno Charbonneau)

Plus d'une décennie après les débuts du conflit malien en 2012, parler de polycrise sahélienne peut paraître redondant. Si le concept est réduit à l'idée de la multiplicité et de l'entrelacement de crises, ce n'est pas d'hier que l'on en discute au Sahel ou, plus largement, en Afrique (Van de Walle 2001). Les liens régionaux ont été bien étudiés, que ce soient les enjeux transfrontaliers entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger ou l'implication de certains pays éloignés comme la Libye ou la France. L'interdépendance et la multiplicité des facteurs causaux ou explicatifs des conflits armés et de la situation d'instabilité politique et sécuritaire régionale ont aussi été longuement discutées, qu'il

s'agisse des travaux sur les dynamiques locales comme les racines des violences intercommunautaires, les trafics en tout genre, l'accès aux armes légères en Afrique de l'Ouest, la gestion des terres ou des ressources (transhumance), ou des travaux qui ont mis l'accent sur les phénomènes structuro-historiques comme les héritages de la colonisation, du sous- ou mal-développement et des liens avec l'aide internationale, des divers échecs ou manques de l'État ou les effets d'un capitalisme globalisant.

Dans un tel contexte, aucune surprise de voir le concept de polycrise être rejeté, par certains observateurs, comme le nouveau mot à la mode, car, à la base, celui-ci cherche à comprendre l'interaction de multiples crises. En revanche, Lawrence et al. (2024) défendent l'idée qu'un programme de recherche autour de la "polycrise" doit s'intéresser spécifiquement aux crises mondiales "qui dégradent considérablement les perspectives de l'humanité", aux risques systémiques et aux propriétés émergentes générées par ces interactions. Le tout doit être en reconnaissant que ces crises mondiales s'expriment différemment à différentes échelles, du local au mondial.

Je considère que le concept acquiert toute sa valeur lorsqu'il est lié au contexte historique de l'Anthropocène ; un concept qui renvoie aux conséquences transformatrices de l'activité humaine sur les systèmes terrestres et la biodiversité. Ainsi, les liens entre les forces politiques et économiques traditionnelles tournant autour de l'État, de la géopolitique et du capitalisme mondial et les conséquences et les chocs de l'Anthropocène (comme le COVID-19 et le changement climatique) sont et doivent être explicites (Tooze 2021). La polycrise s'inscrit donc dans l'Anthropocène et y est indissociable, car cette dernière consiste à reconnaître une "condition dans laquelle nous nous trouvons plutôt ... qu'un ensemble externe de problèmes auxquels nous sommes confrontés" (Chandler, Müller, and Rothe 2021, 2).

Au Sahel, les effets précis du réchauffement climatique sont incertains, mais les modèles convergent vers des prévisions d'augmentation de la variabilité des précipitations et des événements extrêmes et des températures qui augmenteront plus rapidement que la moyenne mondiale (Trisos et al. 2022). La production agricole en Afrique pourrait diminuer de 2.9% en 2030 et de 18% d'ici à 2050, ce qui se traduirait par une perte de revenus agricoles d'environ 30%. Le Mali, le Niger et le Burkina Faso sont particulièrement vulnérables (Adom 2024; voir aussi Tomalka et al. 2021). Bien que les conditions et l'interventionnisme environnementaux aient façonné l'histoire du Sahel (Benjaminsen and Hiernaux 2019), le réchauffement planétaire et les menaces à la biodiversité demeurent des risques et des menaces sans précédent historique. Par exemple, les crises alimentaires constituent un risque croissant en raison de l'irrégularité des précipitations, de la forte dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale, de l'instabilité régionale et de l'augmentation des prix des denrées alimentaires au niveau mondial (Läderach et al. 2022).

Parler de polycrise au Sahel exige donc la fusion des histoires et dynamiques humaines avec celles du changement climatique et des transformations environnementales. Mais attention, il ne s'agit pas seulement d'analyser les effets et les incertitudes de ces transformations sur les dynamiques conflictuelles sahéliennes. La polycrise de l'Anthropocène trouve ses origines et s'impose dans les relations internationales touchant aux enjeux de la sécurité, du développement et de la paix, portant ainsi un potentiel de changement radical dans les pratiques et les relations. Le concept de polycrise peut ainsi être conçu comme une réappropriation et un appel au renouvellement à la fois du

concept de crise et des pratiques de gestion des crises (à adapter aux conditions de l'Anthropocène (Charbonneau 2024)).

Conclusion : Repenser l'analyse et l'agir dans un temps polycrisque (Adib Bencherif)

Cet écrit collectif visait à initier un débat autour de la notion de polycrise, en prenant le Sahel comme point d'entrée. À l'instar des remarques soulevées par Jourde, circonscrire le périmètre de la notion de crise est toujours délicat. Il convient d'isoler et identifier chaque crise et ses effets en intégrant dans notre compréhension de la crise les réalités et normes locales, comme le soulignent Frowd et Jourde dans le présent article. Tout comme Jourde, Pérouse de Montclos (2014) alertait déjà sur les défis analytiques associés à la détermination des temporalités des crises, dans un collectif se penchant sur les relations entre crises et migrations dans les pays du Sud (Pérouse de Montclos, Petit, et Robin 2014). Quand commence la "crise" ? Quand se termine-t-elle ? Quels sont les effets à isoler et à associer à cette crise ? Quels sont les critères pour différencier une normalité faite de réalités socio-économiques, politiques et environnementales qui s'aggravent et une crise systémique ? Pour le concept de polycrise, le défi est décuplé, insiste Jourde dans sa contribution, pour l'appréhension des dimensions à la fois temporelle et spatiale. C'est un avertissement auquel on est obligé de souscrire.

De plus, comme l'indiquait très justement Pérouse de Montclos (2014) ou encore Bonnacase et Brachet (2013), il y a un effet de "dramatisation" dans l'utilisation de la notion de crise pour, parfois, faciliter l'intervention internationale, notamment humanitaire, et sensibiliser et alerter sur certains contextes. En revanche, à la manière de Frowd, il importe de considérer que s'il faut reconnaître les effets discursifs associés aux notions de crise et de polycrise, cela ne signifie pas que ces phénomènes ne traduisent pas une certaine matérialité. En effet, les récits et vécus des acteurs locaux au Sahel central s'ancrent dans un temps d'exception fait – entre autres – de défis sécuritaires, soit un temps déviant d'une situation "normale".

Il m'apparaît aussi préférable de mobiliser la notion de polycrise au Sahel que de limiter ce contexte à l'expression de crise multidimensionnelle. Le concept de polycrise permet d'explicitier la coexistence et simultanéité de plusieurs systèmes en crise, ainsi que les effets démultiplicateurs entre eux. Il y a donc un apport heuristique, ne serait-ce que dans la considération de différents systèmes en crise ainsi que dans l'appréhension de leurs interactions.

Pour ma part, je considère que les principales crises au Sahel (surtout le Sahel central) sont les crises écologique, informationnelle, sécuritaire et de gouvernance (Bencherif à paraître).¹ Je m'accorde donc avec l'intervention de Compaoré sur l'enjeu informationnel devenu particulièrement apparent au Sahel et l'effort démonstratif de Charbonneau pour remettre de l'avant les questions environnementales et ses conséquences dans la région, tout en pensant les bouleversements climatiques et environnementaux à une échelle planétaire. Quant aux crises sécuritaires et de gouvernance, il y a plus ou moins un consensus apparent parmi les auteurs, notamment Frowd et Goyet qui soulignent très justement les défis en termes de sécurité alimentaire, de libre circulation et d'accès aux soins, notamment pour les populations féminines qui sont très impactées dans ce contexte.

Ces quatre crises principales s'alimentent les unes les autres, complexifiant et aggravant la situation régionale. Elles structurent la polycrise au Sahel, que je résume dans la [Figure 1](#) ci-dessous. Dès lors, j'invite à considérer un programme de recherche interdisciplinaire, visant à expliciter les différents effets, pour pouvoir penser l'agir et les différentes solutions impliquant les acteurs locaux, nationaux et internationaux, en dépassant certaines littératures s'étant souvent limitées à étudier des *nexus* spécifiques, en perdant de vue le portrait d'ensemble du contexte sahélien. Cette approche holistique doit, par ailleurs, se nourrir de données probantes et d'enquêtes de terrain. Un pareil programme de recherche ne pourra pas, bien sûr, avoir une ambition d'exhaustivité, mais cherchera davantage à illustrer les effets possibles et leurs relations dans une réalité hautement contingente. De plus, ce programme devra intégrer et mobiliser les outils de l'analyse des risques et de la prospective, via entre autres l'utilisation de scénarios, pour imaginer les différentes configurations polycrisiques et solutions associées, puis repenser les rationalités de l'action à travers des schèmes plus flexibles et ajustables.

Dans la suite des propos de Charbonneau, il m'apparaît nécessaire de repenser l'analyse et l'agir dans les états polycrisiques, en s'ancrant davantage dans un éclectisme analytique et un regard interdisciplinaire dans le suivi et l'étude du contexte sahélien, puis en créant des processus de consultation flexibles permettant un dialogue intersectoriel permanent et non séquencé dans l'élaboration de programmes, tout en conservant un dialogue réfléchi, humble, exigeant et co-responsable avec les différents acteurs étatiques et non étatiques au Sahel. En bref, il s'agit de dépasser la pensée en silos dans laquelle les logiques bureaucratiques locales, nationales et internationales s'exercent, ainsi que les (trop) nombreux programmes d'action internationaux non coordonnés (et segmentés), alors qu'un temps polycrisique exige de plus en plus une approche holistique.

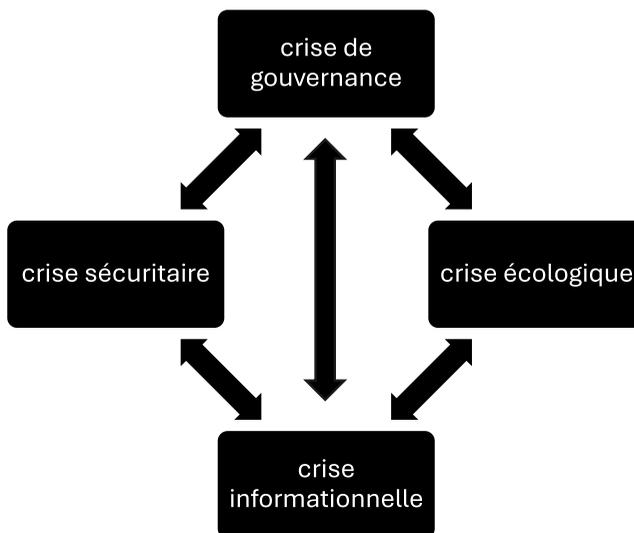


Figure 1. La polycrise au Sahel.

Note

1. J'admets toutefois que les quatre crises identifiées ne résument peut-être pas la polycrise au Sahel dans son ensemble. Il convient probablement de développer davantage autour de cette réflexion qui reste, somme toute, exploratoire. C'est une définition de base, un effort initial pour amorcer le travail que je propose ici, à la manière des efforts effectués par Olivier de Sardan (2023) et avec mes propres biais disciplinaires.

Remerciements

Nos remerciements vont à Thomas Druetz et Gabriel Blouin-Genest avec lesquels nous avons eu des discussions stimulantes sur la pertinence de la notion de polycrise pour le contexte sahélien, notamment sur les questions de santé. Nous remercions aussi les membres du Laboratoire interdisciplinaire sur les risques et les crises (LIRIC) de l'Université de Sherbrooke qui ont nourri – par la qualité des débats et des discussions autour de la notion lors de deux colloques organisés par le LIRIC – certaines des réflexions présentes dans cet écrit.

Déclaration

Aucun conflit d'intérêt potentiel n'a été rapporté par les auteur-e-s.

À propos des auteur-e-s

Adib Bencherif est professeur adjoint en science politique et directeur du Laboratoire interdisciplinaire sur les risques et les crises (LIRIC) à l'Université de Sherbrooke. Ses recherches se focalisent sur les relations entre les communautés nomades et l'autorité centrale au Sahel et en Afrique du Nord. Elles portent plus spécifiquement sur les communautés touarègues au Mali, au Niger et en Algérie. Il a publié des articles scientifiques, notamment dans *Politique africaine*, *Journal of Modern African Studies*, *Revue canadienne des études africaines* et *International Political Sociology*. Il a co-dirigé avec le professeur Frédéric Mérand l'ouvrage *L'analyse du risque politique* (PUM, 2021) et dirige présentement un ouvrage traitant des polycrises.

Philippe Frowd est professeur agrégé à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Ses recherches portent sur les frontières et les migrations, les études critiques de la sécurité et la politique africaine. Il est l'auteur de *Security at the Borders: Transnational Practices and Technologies in West Africa* (Cambridge University Press, 2018).

Gabrielle Goyet est candidate à la maîtrise en études politiques appliquées à l'Université de Sherbrooke. Ses recherches portent sur l'intervention étrangère au Sahel, avec un intérêt particulier pour l'aide au développement. Adoptant une approche féministe et critique des relations Nord-Sud, elle s'interroge sur les dynamiques de pouvoir et les discours qui façonnent les politiques d'aide internationale. En l'occurrence, son mémoire de maîtrise examine les narratifs mobilisés par le Canada au Mali pour promouvoir sa Politique d'aide internationale féministe.

Nadège Compaoré est professeure adjointe en Relations internationales (RI) au département de science politique à l'Université de Toronto. Ses recherches portent sur les théories de RI, plus spécifiquement sur les questions de genre et de race en RI, la gouvernance des ressources extractives en Afrique, le panafricanisme, et le postcolonialisme. Elle a co-dirigé l'ouvrage *New Approaches to the Governance of Natural Resources: Insights from Africa* (Palgrave), et ses travaux ont également été publiés dans des revues scientifiques telles qu'*International Studies Review*, *International Studies Perspectives*, *Oxford Handbook on Environmental Politics*, *Contemporary Politics*, *Oxford Research Encyclopedia of International Studies*, et *Études Internationales*. Ses recherches sont financées entre autres par le Conseil de Recherche en Sciences Humaines (CRSH) du Canada.

Cédric Jourde est professeur agrégé à l'École d'études politique de l'Université d'Ottawa. Il a co-dirigé, avec les professeurs Jean Schmitz et Abdel Wedoud Ould Cheikh, l'ouvrage *Le Sahel Musulman entre soufisme et salafisme. Subalternité, luttes de classement et transnationalisme* (Karthala, 2022). Ses articles ont été publiés notamment dans *Journal of Modern African Studies*, *Revue canadienne des études africaines*, *Africa Today*, *Comparative Politics*, et *International Studies Quarterly*.

Bruno Charbonneau is Professor of International Studies at the Royal Military College Saint-Jean, Senior Scientific Advisor to the NATO Climate Change and Security Centre of Excellence, Founding President of the Climate Security Association of Canada, and Founding Director of the Centre FrancoPaix in conflict resolution at the Université du Québec à Montréal. He is also Team Leader of the NATO Research Task Group SAS-182 on the effects of climate change on security. He is one of ten award winners of the 2025 NATO Chief Scientist Grant for his project "Foresight: Planning for Low-Carbon Warfare." His past and current research has been supported by the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada, Global Affairs Canada, Canada's Department of National Defence, Organisation internationale de la Francophonie, and more. His academic publications have appeared in several world-renowned academic journals: *African Affairs* (OUP), *International Affairs* (OUP), *Global Sustainability* (forthcoming, CUP), *Environmental Science and Policy*, *Review of International Studies* (CUP), *International Political Sociology* (OUP), *International Peacekeeping*, *Les Temps modernes*, *Cultures & Conflits*, and more. He has edited or coedited five books and six special issues.

ORCID

Philippe Frowd  <http://orcid.org/0000-0002-1368-1154>

Bruno Charbonneau  <http://orcid.org/0000-0003-0373-7174>

Références

- Abiral, B. 2016. "Silencing Sexual Violence and Vulnerability: Women's Narratives of Incarceration During the 1980—1983 Military Junta in Turkey." In *Gendered Wars, Gendered Memories*, 14, edited by d. A. Altınay and A. Pető, 93–106. London: Routledge.
- Adom, P. K. 2024. *The Socioeconomic Impact of Climate Change in Developing Countries in the Next Decades*, CGD Working Paper 681, Center for Global Development, Washington D.C.
- Balthazard-Accou, K., G. Bien-Aimé, J. César, J.-J. Cadet, R. L. Cadet, F. Benjamin, et B. Paul. 2023. "Les crises, les femmes et la production scientifique en Haïti : une exploration." *Études caribéennes* 56: 59–87. <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.29284>.
- Banque Mondiale. 2024. *Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (%) - Mali, Niger, Burkina Faso*. Washington: Groupe Banque mondiale. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SG.GEN.PARL.ZS?locations=ML-NE-BF>.
- Bencherif, A. à paraître. "La polycrise au Sahel : une exploration de l'interpénétration des effets des crises", chapitre 1, *Les polycrises : perspectives sociales et scientifiques* dans Adib Bencherif (dir.), 20p.
- Bencherif, A. 2019. "Récits des élites touarègues au Mali et au Niger : questionner la 'question touarègue'." Thèse de doctorat, Université d'Ottawa.
- Bencherif, A. 2024. "Le Sahel en questionnement ou l'amorce d'une polycrise ?" *Diplomatie, les grands dossiers de diplomatie*, 77, Le Sahel en questionnements ou l'amorce d'une polycrise ? (areion24.news).
- Bencherif, A., and M. Ricard. 2024. "'Speak of the Devil and He Shall Appear': Unpacking the Practices of Security Brokers in West Africa." *Globalizations* 21 (1): 121–140. <https://doi.org/10.1080/14747731.2023.2225308>.
- Bencherif, A., and M.-E. Carignan. 2023. *Exploratory Research Report on the Information Environment in a Political and Security Context in the Sahel Region*. Riga: NATO Strategic Communications Centre of Excellence, 48p.

- Benjaminsen, T. A., and P. Hiernaux. 2019. "From Dessication to Global Climate Change: A History of the Desertification Narrative in the West African Sahel, 1900-2018." *Global Environment* 12 (1): 206–236.
- Benjaminsen, T. A., and H. Svarstad. 2021. "Climate Change, Scarcity and Conflicts in the Sahel." In *Political Ecology: A Critical Engagement with Global Environmental Issues*, edited by T. A. Benjaminsen and H. Svarstad, 183–205. Cham: Palgrave Macmillan.
- Boisvert, M.-A. 2022. "Afrique : des fragilités démocratiques au retour des coups d'États." *Diplomatie* 116: 34–37. <https://www.jstor.org/stable/48676850>.
- Bonnecase, V., et J. Brachet. 2013. "Les 'crises sahéliennes' entre perceptions locales et gestions internationales." *Politique africaine* 130 (2): 5–22.
- Carré, M., M. Azzoug, P. Zaharias, A. Camara, R. Cheddadi, M. Chevalier, D. Fiorillo, et al. 2019. "Modern Drought Conditions in Western Sahel Unprecedented in the Past 1600 Years." *Climate Dynamics* 52 (3-4): 1949–1964.
- Chandler, D., F. Müller, and D. Rothe. 2021. *International Relations in the Anthropocene: New Agendas, new Agencies and new Approaches*. Cham: Palgrave Macmillan.
- Charbonneau, B. 2021. "Counter-Insurgency Governance in the Sahel." *International Affairs* 97 (6): 1805–1823. <https://doi.org/10.1093/ia/iiab182>.
- Charbonneau, B. 2024. "The Production of Climate Security Futures in West Africa." *African Affairs* 123 (492): 329–348. <https://doi.org/10.1093/afraf/adae020>.
- Conroy-Krutz, J., J. Koné, R. Mbaegbu, and M. Nannozi. 2022. "Report: Confronting Threats to Civic Spaces." *Afrobarometer*.
- Dieng, M., A. G. Mfondi, et P. M. Frowd. 2023. "La force conjointe du G5 Sahel entre défis et incertitudes." *Rapport de recherche, Centre Francopaix*, novembre 2023. Montréal: IEIM-UQUÀM.
- Donno, D., S. Fox, and J. Kaasik. 2022. "International Incentives for Women's Rights in Dictatorships." *Comparative Political Studies* 55 (3): 451–492. <https://doi.org/10.1177/00104140211024306>.
- Ellis, S. 1999. *The Mask of Anarchy: The Destruction of Liberia and the Religious Dimension of an African Civil War*. New York: New York University Press.
- Élise Ba, F. 2024. "Les crises oubliées, le défi invisible de l'aide internationale." *Revue internationale et stratégique* 134 (2): 95–103.
- Frowd, P. M. and Sandor, A. 2018. "Militarism and Its Limits: Sociological Insights on Security Assemblages in the Sahel." *Security Dialogue* 49 (1): 70–82. <https://doi.org/10.1177/0967010617739534>.
- Galy, M. 2013. *La guerre au Mali, comprendre la crise au Sahel et au Sahara - Enjeux et zones d'ombre*. Paris: La Découverte.
- Godin, R. 2023. "Vive la 'polycrise' ! Grandeur et misère d'une notion à la mode." *Revue du Crieur* 23 (2): 66–79.
- Grémont, C. 2019. "Dans le piège des offres de violence. Concurrences, protections et représailles dans la région de Ménaka (Nord-Mali, 2000-2018)." *Hérodote* 172 (1): 43–62.
- Gutelius, D. 2007. "Islam in Northern Mali and the War on Terror." *Journal of Contemporary African Studies* 25 (1): 59–76.
- Hervouët, J.-P. 1978. *Stratégies d'adaptation différenciées à une crise climatique : l'exemple des éleveurs agriculteurs du centre sud Mauritanien (1969-1974)*. Ouagadougou: ORSTOM.
- Jeune Afrique. 2023. "L'appel des 30 pour la liberté de la presse au Mali et au Burkina." May 3. <https://www.jeuneafrique.com/1441734/politique/lappel-des-30-pour-la-liberte-de-la-presse-au-mali-et-au-burkina/>.
- Jourde, C. 2007a. "Constructing Representations of the 'Global War on Terror' in the Islamic Republic of Mauritania." *Journal of Contemporary African Studies* 25 (1): 77–100.
- Jourde, C. 2007b. "The International Relations of Small Neoauthoritarian States: Islamism, Warlordism, and the Framing of Stability." *International Studies Quarterly* 51 (2): 481–503.
- Jourde, C., M. Brossier, et M. G. Cissé. 2019. "Prédation et violence au Mali : élites statutaires peules et logiques de domination dans la région de Mopti." *Canadian Journal of African Studies/Revue Canadienne des études africaines* 53 (3): 431–445.
- Kabeer, N. 2015. "Gender, Poverty, and Inequality: A Brief History of Feminist Contributions in the Field of International Development." *Gender and Development* 23 (2): 189–205. <https://doi.org/10.1080/13552074.2015.1062300>.

- Läderach, P., J. Ramirez, S. Prager, D. Osorio, A. Krendelsberger, R. Zougmore, B. Charbonneau, H. van Dijk, and G. Pacillo. 2022. "The Importance of Food Systems in a Climate Crisis for Peace and Security in the Sahel." *International Review of the Red Cross* 103 (918): 995–1028. <https://doi.org/10.1017/S1816383122000170>.
- Lawrence, M., T. Homer-Dixon, S. Janzwood, J. Rockström, O. Renn, and J. Donges. 2024. "Global Polycrisis: The Causal Mechanisms of Crisis Entanglement." *Global Sustainability* 7: 1–16. <https://doi.org/10.1017/sus.2024.1>.
- Magrin, G., et C. Raimond. 2024. "La crise du Sahel est-elle une crise agricole ?" *Sesame* 15 (1): 60–62.
- McOmber, C. 2020. "Women and Climate Change in the Sahel." *West African Papers* 27: 3–30. <https://doi.org/10.1787/e31c77ad-en>.
- Mills, J. 2000. "Militarism, Civil War and Women's Status: A Burma Case Study." In *Women in Asia*, edited by L. Edwards and M. Roces, 265–287. London: Routledge.
- Morello, G., et J. Rizk. 2022. "Conflits, changements climatiques et rétrécissement de l'espace de mobilité au Sahel central." *Forced Migration Review* 69: 22–24.
- Morin, E., et A.-B. Kern. 1993. *Terre-Patrie*. Paris: Seuil.
- Moyo, D. 2009. *Dead Aid: Why Aid Is Not Working and How There Is a Better Way for Africa*. Vancouver: Douglas & McIntyre.
- Ndiaye, N. A. 2021. *Violences basées sur le genre en Afrique de l'Ouest : cas du Sénégal, du Mali, du Burkina Faso et du Niger*. Dakar: Friedrich-Ebert-Stiftung.
- Olivier de Sardan, J.-P. 2023. *L'enchevêtrement des crises au Sahel. Niger, Mali, Burkina Faso*. Paris: Karthala.
- Ouedraogo, H. S., Y. L. B. Kabore, N. Sawadogo, M. H. Maiga, A.-G. Sawadogo, R. P. Salou, J. K. Ouedraogo, S. Sanou, et L. Claudine Lougue Sorgho. 2024. "Évaluation de l'offre de soins en situation d'urgence basée sur la mise en place des postes de santé avancés dans la ville de Djibo, Burkina Faso, avril 2022." *Santé Publique* 36 (3): 147–158. <https://doi.org/10.3917/spub.243.0147>.
- Pérouse de Montclos, M.-A. 2014. "Crises et migrations : effets de rhétorique autour d'un enjeu politique." Chapitre 1. In *Crises et migrations dans pays du Sud*, sous le direction de M.-A. Pérouse de Montclos, V. Petit, et N. Robin, 19–43. Paris: L'Harmattan.
- Pérouse de Montclos, M.-A., V. Petit, et N. Robin. 2014. *Crises et migrations dans pays du Sud*. Paris: L'Harmattan.
- Radiodiffusion Télévision du Burkina. 2023. "Sur la Brèche avec Jean Emmanuel Ouédraogo, journaliste et ministre de la Communication". 27 août. <https://www.youtube.com/watch?v=G7dxJz4p4A>.
- Raineri, L. 2018. "Human Smuggling Across Niger: State-Sponsored Protection Rackets and Contradictory Security Imperatives." *The Journal of Modern African Studies* 56 (1): 63–86. <https://doi.org/10.1017/S0022278X17000520>.
- Retailé, D. 2018. "Sahel, sahel." *L'information géographique* 82 (1): 34–81.
- Schmitz, J. 2022. "Jihad, soufis et salafistes, ou les flux et reflux de l'émancipation islamique (xvii^e-xx^e siècle)." In C. Jourde (dir.), *Le Sahel musulman entre soufisme et salafisme : Subalternité, luttes de classement et transnationalisme*, sous la direction de J. Schmitz et A. W. Ould Cheikh, 31–61. Paris: Karthala.
- Sogge, D. 2002. *Give and Take: What's the Matter with Foreign Aid*. London: Zed Books.
- Stambøl, E. M. 2019. "The Rise of Crimefare Europe: Fighting Migrant Smuggling in West Africa." *European Foreign Affairs Review* 24 (3): 287–307. <https://doi.org/10.54648/EERR2019026>.
- Tomalka, J., J. Birner, A. M. Dieye, S. Gleixner, A. Harper, Y. Hauf, F. Hippe, et al. 2021. *Climate Risk Profile: Sahel*. Potsdam: Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK) and the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR).
- Tooze, A. 2021. "Chartbook on Shutdown #2: Writing in Medias Res." Accessed March 18, 2025. <https://adamtooze.com/2021/09/04/chartbook-on-shutdown-2-writing-in-medias-res/>.
- Tooze, A. 2022. "Welcome to the World of the Polycrisis." *Financial Times*, October 28. <https://www.ft.com/content/498398e7-11b1-494b-9cd3-6d669dc3de33>
- Tripp, A. M. 2024. "How African Autocracies Instrumentalize Women Leaders." *Politics & Gender* 20 (1): 217–222. <https://doi.org/10.1017/S1743923X22000484>.

- Trisos, C. H., I. O. Adelekan, E. Totin, A. Ayanlade, J. Efitre, A. Gameda, K. Kalaba, et al. 2022. *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, 1285–1455. Cambridge: Cambridge University Press.
- UNHCR. 2024. "Operational Data Portal – Regional Bureau of West and Central Africa." Accessed March 18, 2025. <https://data.unhcr.org/en/situations/rbwca>.
- Van Dessel, J. 2021. "Externalization Through 'Awareness-Raising': The Border Spectacle of EU Migration Information Campaigns in Niger." *Territory, Politics, Governance* 11 (4): 749–769. <https://doi.org/10.1080/21622671.2021.1974535>.
- Van de Walle, N. 2001. *African Economies and the Politics of Permanent Crisis, 1979–1999*. Cambridge: Cambridge University Press.